



Westminster & City News

NUMÉRO 17

Du 24 avril au 30 avril 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

La dernière enquête de l'ONS confirme que les entreprises britanniques sont en difficulté - Sur les 5 128 entreprises interrogées pour la période du 6 au 19 avril, 24 % des entreprises encore en activité ont indiqué que leur chiffre d'affaire avait diminué de plus de moitié. 45 % s'attendent à ce que leur chiffre d'affaire continue de diminuer au cours des deux prochaines semaines. Le dispositif de chômage partiel (*Coronavirus Job Retention Scheme*) est le mécanisme le plus demandé, 66 % des entreprises interrogées ayant sollicité le dispositif. 56 % des entreprises ont également demandé le report du paiement de la TVA. Cependant, seulement 19 % des entreprises ont indiqué avoir bénéficié du chômage partiel alors que 42% des demandes de report du paiement de la TVA ont été acceptées. Au total, 24 % des entreprises interrogées ont arrêté leurs activités temporairement en raison du Covid-19.

Selon le think-tank NIESR, l'économie britannique se contracterait de 7 % en 2020 - Dans un nouveau rapport, le think-tank a estimé les impacts de la crise de Covid-19 sur le Royaume-Uni. Le NIESR prévoit des conséquences économiques négatives sur les dix prochaines années, avec une perte causée par le Covid-19 équivalente à 3,5 % de PIB chaque année, bien que ce coût soit concentré sur l'année 2020. L'activité britannique aurait été réduite de 30 % par le confinement, les secteurs les plus affectés étant les transports (- 80 %) et la vente (- 60 %). Le volume d'emprunt de l'Etat dépasserait les 200 Md£ pour l'année budgétaire 2020-21, soit 150 Md£ de plus qu'annoncé lors du budget de mars dernier. Les mesures prises pour soutenir l'économie face au Covid-19 augmenteraient le déficit britannique de 75 Md£, mais auraient permis d'éviter une perte supplémentaire de 2 % du PIB.

L'indice de confiance économique au Royaume-Uni chute à 62,4 en avril contre 92 en mars - L'enquête réalisée par la Commission européenne pointe une baisse très importante de la confiance des entreprises du secteur des services avec un indice s'établissant à -58,8 en avril contre -9,3 en mars. S'agissant du secteur manufacturier, l'indice de confiance a diminué à -45,3 en avril contre - 21,0 en mars. Enfin, la confiance des consommateurs semble la moins détériorée à ce stade, bien qu'en baisse également à -22,7 en avril contre -8,2 en mars. L'enquête révèle également que la production manufacturière est tombée à 57,7 % de sa capacité, un nouveau record bien en-dessous des 70 % enregistrés pendant la crise de 2008-09. Ce niveau actuel de production est l'un des plus faibles en Europe (moyenne de l'UE à 70 % en avril).

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

Les secteurs financiers suisse et britannique appellent à une reconnaissance mutuelle pour l'après-Brexit – Dans un rapport conjoint, les fédérations professionnelles TheCityUk et Economie Suisse appellent à la mise en place d'une relation commerciale fondée sur la reconnaissance mutuelle des réglementations, plutôt que sur les principes d'équivalence de l'UE, en se fondant sur les similarités d'approches et de perspectives entre les deux pays

en matière de réglementation financière. Trois objectifs doivent commander cette relation commerciale future : (i) des accords commerciaux et d'investissement adaptés aux besoins des deux pays, en particulier pour le commerce des services financiers et des services professionnels connexes, axés sur des normes élevées et l'ambition de garantir et d'élargir l'accès mutuel aux marchés ; (ii) la reconnaissance mutuelle de la réglementation basée sur les résultats pour une fourniture transfrontière de services financiers ; (iii) une coopération institutionnelle, réglementaire et prudentielle plus approfondie, à mettre en place avant la fin de la période de transition.

La FCA s'attaque aux banques pratiquant de la vente liée de services supplémentaires aux clients bénéficiaires des PGE – Dans une [lettre](#) adressée aux institutions financières, la FCA s'inquiète de pratiques déloyales de certaines banques qui aboutissent à un traitement différencié de leurs entreprises clientes dans le cadre des prêts garantis par l'État. Elle rappelle que les banques sont en infraction des lois bancaires quand elles font pression sur leurs clients dans le cadre de ces mécanismes de prêts et qu'elles exigent qu'ils s'engagent à conserver ces organismes bancaires dans le cadre de relations futures sur des émissions. Selon la FCA, ces pratiques consistant à souscrire des services supplémentaires ou exiger des frais pour des services non fournis pour privilégier une banque par rapport à une autre risquent de fausser la concurrence et de saper la confiance dans le marché.

La FCA revoit ses attentes en termes de calendrier pour la transition vers le SONIA – Le *Sterling Risk-Free Reference Rates Working Group* (RFRWG), la FCA et la BoE reconnaissent qu'il ne sera pas possible d'achever la transition vers le SONIA pour tous les nouveaux prêts d'ici l'objectif initial de la fin du 3^e trimestre 2020. Le RFRWG [recommande](#) donc que d'ici la fin du 3^e trimestre 2020, les prêteurs soient en mesure de proposer à leurs clients des produits non liés au Libor, et qu'après la fin du 3^e trimestre 2020, les prêteurs, en collaboration avec leurs emprunteurs, incluent des dispositions contractuelles claires dans tous les nouveaux produits de prêt liés au Libor afin de faciliter la conversion avant la fin de l'année 2021. Toutes les nouvelles émissions de produits de prêt se référant au Libor en livre sterling qui expirent après la fin de 2021 devront cesser d'ici la fin du premier trimestre 2021. Le RFRWG, la FCA et la BoE continueront de travailler avec leurs homologues internationaux pour évaluer l'impact du coronavirus sur les efforts de transition des entreprises.

Les signalements à la FCA pour manipulations de marché ont augmenté de 23% depuis 2017 – Un [rapport](#) du cabinet d'avocats londonien RPC révèle que la FCA a reçu 822 rapports de manipulations de marché en 2019, contre 666 en 2017 et 812 en 2018. Cette analyse intervient dans un contexte où la surveillance des opérateurs est rendue plus difficile en raison du recours accru au télétravail pendant la pandémie. Les rapports aux régulateurs couvrent une série de catégories d'actifs, notamment les obligations, le pétrole, l'or et le Forex, mais 60 % des rapports en 2019 concernaient les actions et les dérivés d'actions, la plupart émis par des courtiers et des gestionnaires de fonds qui remarquent des mouvements ou des flux d'ordres suspects affichés par d'autres participants au marché.

Les experts de la City s'inquiètent d'une « deuxième vague » dans la crise du coronavirus – Dans un éditorial paru dans la revue financière *Financial News*, des experts et économistes de la City soulignent que certaines des plus grandes banques du monde pourraient voir leurs bilans gravement détériorés si une deuxième vague de cas de coronavirus frappait le RU. David Miles, ancien membre du comité de politique monétaire de la BoE considère que les banques pourraient « céder » si la pandémie était finalement plus grave que prévue, confirmant la position du gouverneur de la BoE, sur le « point de rupture » auquel les banques britanniques risquent de s'exposer, rappelant que les *stress tests* destinés à évaluer la solidité du secteur en cas de récession profonde simultanée au RU et dans l'économie mondiale ont été annulés le 20 mars. Pour ces analystes, les prêteurs britanniques sont soumis à de fortes pressions de la part du régulateur qui, dans le cadre du soutien aux entreprises en difficulté par le biais du programme gouvernemental de prêts, les amène à prêter au-delà de leur appétit pour le risque.

BANQUES & ASSURANCES

Les résultats bancaires du T1 2020 sont largement affectés par l'épidémie du Covid-19 – Si le chiffre d'affaires d'[HSBC](#) au T1 accuse une baisse relativement contenue (- 5 % en g.a.), son résultat avant impôts chute à 3,2 Md\$, soit une baisse de 48 % en g.a. Ceci est en lien avec une explosion du coût du risque – qui s'élève à 3 Md\$ au premier trimestre (+ 417 % en g.a.) – dû à l'épidémie de Covid-19 et aux fluctuations du cours du pétrole. Même constat chez [Barclays](#) et [Lloyds](#), en attendant RBS/NatWest, présentant tous deux une baisse de leur résultat avant impôts (- 38 % et - 95 % en g.a. respectivement), en lien avec une forte hausse du coût du risque. Plus tôt dans la semaine, la PRA avait, selon le *Financial Times*, demandé aux banques de ne pas surévaluer le montant

réservé aux provisions pour pertes de crédit, de sorte à préserver leur capacité à financer l'économie. Dans un communiqué, celle-ci a fait remarquer que les garanties d'État pourraient atténuer le montant de provisions mises de côté pour couvrir les prêts à risque.

Les mesures de soutien au secteur de l'hospitalité présentent encore des lacunes - L'organisation professionnelle UK Hospitality qui représente les services britanniques de l'hôtellerie, restauration, loisirs et divertissements a présenté les résultats de sa première enquête exhaustive sur le secteur de l'hospitalité dans le contexte de la pandémie COVID-19. L'objet de l'enquête était de recueillir l'expérience des entreprises en matière d'accès aux prêts, de demandes d'indemnisation d'assurance ou de tensions sur la main d'œuvre. Environ 48 % des entreprises ont fait des demandes de prêts garantis par l'État mais la majorité de celles qui ont reçu une réponse (57 %) ont vu leur offre rejetée. Parmi les raisons invoquées, 26% se réfèrent aux règles relatives aux aides d'État et 28% à une demande des banques d'atteindre d'avoir épuisé tous leurs capitaux propres. Près de 74 % des entreprises ont demandé ou ont l'intention de demander une assurance contre les pertes d'exploitation. Toutefois, leurs chances de réussite semblent limitées car moins de 1 % des entreprises ayant fait une demande ont reçu des indemnités. Seul un quart environ des entreprises éligibles ont reçu les subventions annoncées, ce qui est nettement inférieur aux estimations du gouvernement. En termes de main-d'œuvre, les licenciements ont été réduits au minimum (2 %), la majorité des entreprises ayant eu recours au chômage partiel (*furlough*), pour 84 % des employés du secteur, ce qui démontre le succès du dispositif.

L'État annonce une garantie de 100 % pour les prêts aux petites entreprises – Les petites entreprises bénéficieront d'une garantie de l'État de 100 % sur des emprunts entre 2 000 £ et 50 000 £, dont le montant sera limité à 25 % de leur chiffre d'affaires annuel. Les intérêts seront également pris en charge par l'État pour les douze premiers mois. Cette mesure, qui a pour but de faciliter l'octroi de crédit aux petites entreprises, s'ajoute aux programmes CBILS (garantie de 80 % sur des prêts à hauteur de 5 M£ pour les entreprises avec un CA inférieur à 45 M£, avec prise en charge des intérêts pour douze mois) et CLBILS (garantie de 80 % sur des prêts à hauteur de 50 M£ pour des entreprises avec un CA entre 45 M£ et 500 M£, sans prise en charge des intérêts). Selon UK Finance, 4,1 Md£ de prêts auraient été déboursés aux PME à travers le programme CBILS au 30 avril. En début de semaine, les principales banques se sont engagées à accélérer l'octroi de prêts aux entreprises dans le besoin.

Les assurances britanniques pourraient débourser 1,2 Md£ d'indemnités en lien avec le Covid-19 – Sur ce montant, 900 M£ proviendraient de couvertures de pertes d'exploitation pour les entreprises, 275 M£ de demandes d'annulation au titre d'assurances voyage, et 25 M£ d'autres contrats divers (mariages, sorties scolaires, événements...). Cette estimation de l'ABI, la fédération professionnelle des assureurs britanniques, ne prend pas en compte les réclamations associées aux contrats rédigés via l'échange Lloyd's of London ou le « *London Market* », qui fournit des protections contre des risques commerciaux complexes et à grande échelle. Selon le directeur de Lloyd's of London, l'épidémie de Covid-19 sera l'événement le plus coûteux de l'histoire du secteur : en plus des répercussions directes de l'épidémie, les assurances peuvent s'attendre à de lourdes pertes en raison du ralentissement économique à venir.

Le secteur de l'immobilier résidentiel est à l'arrêt depuis fin mars – Selon des données de Zoopla, une agence immobilière en ligne, plus de 373 000 transactions d'achats de logements, représentant un montant total de 82 Md£, seraient suspendues depuis fin mars. Ces transactions, convenues entre novembre 2019 et février 2020, ont été mis en veille à la suite des consignes du gouvernement de remettre à plus tard les déménagements. De nombreuses transactions pourraient finalement ne pas aboutir en raison des répercussions économique de l'épidémie de Covid-19 : Zoopla estime ainsi une diminution de 50 % de ventes de logements en 2020 par rapport à 2019.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 30 avril 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T3 2019	Moyenne sur 3 ans
PIB		1,4%	1,6%
PIB en glissement trimestriel (T3 2019)		0,4%	0,4%
PIB par habitant		0,8%	1,0%
Inflation (IPC)		1,8%	2,3%
Approche par les dépenses	Investissement (FBCF)	0,3%	1,4%
	Consommation	1,3%	2,3%
	Dépenses publiques	2,8%	0,8%
	Exportations (B&S)	1,5%	3,2%
	Importations (B&S)	4,9%	3,8%
Approche par la production	Secteur manufacturier	-0,6%	1,2%
	Secteur de la construction	1,8%	3,4%
	Secteur des services	2,0%	1,9%
Parmi les services	Finance et assurances	-2,7%	-0,1%
	Ventes au détail	3,7%	3,1%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T3 2019	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,8%	4,2%
Taux d'emploi		76,0%	75,5%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	32,1	32,1
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,4%	0,7%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	3,6%	2,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	1,6%	0,6%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	1,9%	1,1%
Taux d'épargne des ménages		6,6%	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-1,8%	-2,4%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	80,2%	82,1%
Investissement public net	-2,2%	-2,0%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T3 2019 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-3,9%	-4,3%
Balance des B&S		-2,0%	-1,6%
Balance des biens		-6,9%	-6,7%
Balance des services		4,9%	5,2%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,11	1,14
	GBP/USD	1,23	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 12 mois (sauf PIB g.t.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.